

Montréal Métropole culturelle :

Proposition de politique de développement
culturel pour la Ville de Montréal

Mémoire déposé et présenté par
l'Association des galeries d'art contemporain (Montréal).

Office de consultation publique de Montréal

25 février 2005

La politique culturelle en devenir de la Ville de Montréal, aussi bien intentionnée soit elle, doit permettre aux acteurs culturels présents et futurs d'assumer pleinement leur rôle au sein de la métropole.

Pour ce faire, la Ville, et plus spécifiquement son Service du développement culturel doit s'assurer que les décisions prises et conséquemment, les ressources humaines et financières qui y sont consacrées, aient un réel impact. Bref, en tant que métropole culturelle, on doit s'assurer d'avoir les moyens de nos ambitions.

Si cette politique culturelle est un pas en avant, elle demeure somme toute timide : À ce stade, des nouvelles mesures concrètes se font attendre. Afin d'être conséquent, nous souhaitons voir l'exercice se prolonger afin de pouvoir réviser l'ensemble de la structure du Service du développement culturel. La nouvelle ville et sa prochaine refonte offrent une occasion de revoir les responsabilités de la Ville en matières culturelles. Aussi, nous sommes curieux de savoir, par exemple, quelle proportion de son budget se retrouve entre les mains de ceux qui en ont le plus besoin : les acteurs culturels. Si la part du budget global de la Ville de Montréal consacré à la culture demeure au-delà du 1%, quels sont les coûts de fonctionnement du Service par rapport aux montants consacrés aux différents programmes de soutien financier ainsi qu'au soutien des activités artistiques professionnelles ?

Le réseau des Maisons de la culture compte parmi les plus importantes réalisations de la Ville de Montréal. Depuis les différentes restructurations municipales, on doit se questionner sur le sort de ces lieux. Effectivement, comment les Maisons vont-elles se rajuster aux nouvelles réalités politiques ? Qui pourra nous assurer qu'elles demeurent des lieux dédiés aux pratiques culturelles professionnelles ? Malgré la décentralisation des différents services de proximités offerts par la Ville, il est capital de préserver un pouvoir décisionnel central qui chapeauterait le réseau et qui s'assurerait que le calibre des expositions qu'on y présente demeure professionnel afin d'éviter que ces lieux culturels se transforment en lieux de loisirs culturels.

En tant qu'association de marchands d'art contemporain, nous sommes sensibles aux questions entourants les acquisitions d'œuvres et la gestion de collections. Par l'entremise des Prix Pierre-Ayot et Louis-Comtois, la Ville fait l'acquisition d'au moins deux oeuvres annuellement, une œuvre par lauréat. Hormis ces achats, quelle est la politique d'acquisition de la Ville ? Son mandat ? Pourquoi la conservation de l'art publique se fait-elle séparément du reste de la collection ? La

collection d'oeuvres d'art de la Ville est l'occasion de montrer un leadership : le soutien qui est ainsi apporté aux artistes dépasse l'octroi d'une subvention, on choisit de se commettre et d'inclure une oeuvre d'un artiste au quotidien de l'administration municipale. Un geste que nous aimerions voir imiter par l'ensemble du milieu montréalais des affaires.

L'AGAC a récemment participé à un projet d'échange avec les galeries d'art contemporain de Lyon, une initiative de la Ville de Montréal. Le second volet de ce projet, prévu à Lyon en décembre 2004, sera financé partiellement par la Ville et entièrement administré par l'Association. L'appui financier offert, aussi apprécié qu'il est, nous laisse perplexe. Puisque l'ensemble de la gestion du projet se fera à l'externe, comment se fait-il que la Ville ne puisse pas assurer une contribution financière plus conséquente ? La Ville est un partenaire minoritaire, la majorité du financement étant assumé par d'autres organismes subventionnaires aux niveaux fédéral et provincial. Encore une fois : la Ville a-t-elle réellement les moyens de ses ambitions ?

Montréal connaît une concentration sans précédent de lieux de diffusion en art contemporain. La vingtaine de centres d'artistes et l'important nombre de galeries marchandes font de cette ville un lieu riche pour l'amateur d'art contemporain. Cependant, ce secteur est peu ou pas connu du grand public et Montréal n'arrive pas à se faire reconnaître comme une capitale internationale en la matière. Pourquoi ? Il est difficile à croire qu'une scène artistique aussi active ne réussisse pas à mieux s'intégrer à la vie culturelle locale et aux circuits internationaux d'art contemporain. À qui doit-on faire porter le blâme ?

Récemment, plusieurs publications américaines ont vu en Montréal la prochaine « ville à surveiller, » notamment à cause de sa scène musicale anglophone. Pourtant, le secteur de la musique indépendante (ou « émergente ») a toujours évité les structures organisées (contrairement aux centres sans but lucratif) pour préconiser une méthode de travail réellement « DIY » (« *do it yourself* »). Comment ceux-ci ont-ils réussi à se faire remarquer sans avoir recours à de complexes structures de soutien et avant même que leur ville ait adopté sa politique culturelle ? Quelles leçons le milieu de l'art peut-il tirer de cette réussite internationale ? Comment peut-on élargir ce « succès » à d'autres secteurs ? Qu'importe les résultats positifs des recherches du controversé et coûteux Richard Florida, Montréal n'est toujours pas une référence nord-américaine en art contemporain. Montréal est déclassée par des villes parfois plus petites mais qui ont réussi à s'implanter parmi les capitales culturelles internationales : Berlin (environ 3 400 000 habitants), Vienne (1 600 000 habitants) et Anvers (460 000 habitants) sont tous considérés

comme d'importants lieux pour l'art actuel. Comment les entités municipales de ces villes s'en sont-ils pris ? Est-ce qu'au-delà des intentions de la présente politique culturelle, l'administration municipale serait prête à voir comment les arts visuels peuvent prendre la juste place qui leur revient et ainsi faire de Montréal une capitale culturelle qui a une réelle diversité dans son offre culturelle ?

Nous proposons donc :

1- Le soutien continu d'événements structurants en art contemporain : une foire d'art contemporain et une biennale.

2- Encourager les initiatives de financement qui regroupent l'ensemble des acteurs en art contemporain : artistes, institutions, diffuseurs « sans but lucratif » ET les marchands. (Outils promotionnels et campagnes de visibilité).

3- Mettre davantage l'accent sur la mise en marché. Il faut reconnaître que les galeries commerciales, en développant un marché, sont les seuls à contribuer de façon réelle et tangible à améliorer, de façon durable, les conditions de vie des artistes : 50% du montant des ventes d'une galerie vont aux artistes. Donc une galerie privée ayant un chiffre d'affaires entre 150 000\$ et 200 000\$, redistribuera 75 000\$ à 100 000\$ aux artistes qu'elle représente.

Dans ce sens, nous devons conclure que, afin d'assurer le plein essor du milieu montréalais des arts visuels, la Ville doit déployer une double stratégie : s'assurer que ses politiques culturelles reçoivent l'appui financier nécessaire (une collection sans budget ou politique d'acquisition est un non sens) ; d'autre part mettre en place des mesures fiscales qui permettraient aux marchands montréalais de mettre en valeur les productions de nos artistes localement et à l'étranger (un crédit sur les taxes municipales pour les galeries d'art contemporain : cette mesure peu coûteuse compte tenu du relativement petit nombre de marchands sur le territoire de la Ville serait au même titre que le crédit accordé aux lieux de création) ; et finalement, s'assurer que les achats en art contemporain que fait la Ville soient structurants pour le milieu (achats en galerie).